

## Du 26/02/2026

Le vingt-six février deux mille vingt-six à 14 :43, le comité du Syndicat départemental de l'eau s'est réuni en séance publique, à Alençon, Hôtel du Département, salle Ecouves, sous la présidence de M. de BALORRE, Président du Syndicat Départemental de l'Eau.

### **Etaient présents :**

Guy BAGLIN, Jacques TRUILLET, Denis MOUSSET, Jean-Claude PIVARD, Patrick COUSIN, Romain DUBOIS, Jean-Patrick LEROUX, Pascal MESNIL, Béatrice BUON, Thierry CLEREMBAUX, Christophe de BALORRE, Jean-Vincent du LAC, Jean-Pierre FERET, Alain LANGE, Pierre FERARD, Bernard FORGET, Gilles RABACHE, Rémy RILLET, Philippe AUVRAY, Gilles DUJARDIN, Gilles ORY, Michel HEROUIN, Joël BRUNET, Jean-Marie, GOUSSIN, Jean-Yves BOULAY, Christophe BIGNON, Arnaud LANGLOIS, Thierry LAIGRE, Paul VINET, Stelliane BETTEFORT, Michel LERAT, Nicolas BOURGAULT, Roland SELLOS, Philippe GARNIER, Yves RIGOUIN, Didier BOURBAN.

Formant la majorité des collectivités membres en exercice.

Jean-Claude PIVARD, délégué suppléant ne prenant pas part au vote du fait de la présence également du délégué titulaire.

Jean LAMY été présent.

### **Excusés :**

Christian BARBIER, Jean-Paul MADELAINE, Hervé BORDERIE, Philippe VAN-HOORNE, Xavier GOUTTE, Amale EL KHALEDI, Bruno BOUDON, Paul LANGLOIS, Jean-Philippe BALLOT, Patrick RODHAIN, Bernard SOUL, Josette PORQUET, Christophe LECORDIER, Didier LANGLIN, Bruno PETIT, Jacky ALLEAU.

### **Absents :**

Philippe GRANDIN, Benoit DUBREUIL, André BESNIER, Joseph LAMBERT, Eric MORIN, Frédéric LEVEILLE, Gérard LURCON, Jérôme NURY, Vincent SEGOUIN, Pascale LEROY, Annette HAMMELIN, Yves GOASDOUE, Bernard MESENGE, Bruno AUVRAY, Sylvain GAUDIN, Jean-Michel LAPIERRE,

Jean-Yves MESNIL, Gérard OLIVIER, Gérard BUREL, Anthony FIAULT, Olivier BOULAY, Serge QUELLIER, Xavier SCHNEIDER, Catherine APPERT, Stéphanie GAGET, Raymond HERBRETEAU,

### **Procurations :**

André FOYER donne pouvoir à Christophe de BALORRE

Thierry GANIVET donne pouvoir à Joël BRUNET

Arnaud LOISEAU donne pouvoir à Michel HEROUIN

Laurent POULAIN donne pouvoir à Jean-Marie GOUSSIN

**Secrétaire :** Rémy RILLET

Nombre de collectivités totales : **34**

Nombre de collectivités présentes : **24**

Quorum : **18**

Nombre des délégués présents et votants : **35**

Nombre de pouvoirs : **4**

Nombre de délégués représentants deux collectivités : **2**

Nombre de votants lors des délibérations : 35 présents +4 pouvoirs +2 collectivités = **41**



## **Ordre du jour :**

### **I. Délibérations**

1-Validation du procès-verbal du Comité Syndical du 17 décembre 2025.

2- Sorties et Entrées de collectivités du SDE :

- SMAEP Terres d'Argentan
- Syndicat d'eau du Pays d'Auge Ornaïs (SPA0)

3- Votes budgétaires :

Compte administratif/CFU :

- Approbation du CA/CFU 2025
- Affectation du résultat 2025
- Budget vert, impact du budget pour la transition écologique

Budget Principal :

- Vote du Budget Supplémentaire 2026.

- Avance de trésorerie du Budget principal au budget annexe
- Autorisations de programme.
- Attribution d'une enveloppe financière pour des aides pour les aménagements parcellaires.

Budget annexe et PPI maîtrise d'ouvrage sécurisation pour 3 projets expérimentaux.

- Acceptation du SDE, de la demande du SPAO, d'être maître d'ouvrage de leur sécurisation.
- Vote du PPI et des autorisations de programme
- Approbation du budget supplémentaire du budget annexe
- Démarches pour la souscription d'un emprunt et des demandes de subventions

4- Etat du personnel

5- Demande d'Enquête publique pour l'instauration des Périmètres de Protection du Captage de la Bordinière à St-Aubin-d'Appenai.

## II. Questions diverses

- Etat des lieux des nappes phréatiques.

---

## 1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical du 17/12/2025

Suite à l'envoi par mail le 13 février 2026 du procès-verbal de la séance du Comité syndical du 17 décembre 2025, le Président demande s'il y a des modifications à apporter. Comme aucune demande de modification n'est formulée.

Le Président propose d'approuver le Procès-verbal du Comité syndical du 17 décembre 2025.

Le comité syndical a l'unanimité (41 pour, 0 abstention, 0 contre) adopte le procès-verbal du comité syndical du 17 décembre 2025.

## 2. Sorties et Entrées de collectivités du SDE :

Le Président indique que pour l'année 2026, des collectivités, des communes ont décidé de se regrouper. Le Président propose d'acter ces modifications en termes de sorties de collectivités parmi les membres du SDE61.

Les « Sorties » de collectivités sont au 31/12/2025, les SIAEP de la Roulandière, de Champosoult et de Gacé. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, ces 3 SIAEP constituent le SIAEP du Pays d'Auge Ornaïs appelé également le SPAO.

Les « sorties » au 31 janvier 2026 du SIAEP de la source de Commeaux, du Syndicat d'Achat d'eau de Trun, du SMAEP d'Argentan, du SIAEP du Meillon, et des communes de Coudehard et de Gouffern en Auge pour le territoire des communes déléguées de Saint-Pierre-la-Rivière et Omméel.

Ces 4 syndicats et ces 2 communes ont fusionné pour constituer au 1<sup>er</sup> février 2026 le Syndicat mixte d'eau potable de Terres d'Argentan, qui a demandé son « entrée » ou adhésion au SDE61 par délibération le 9 février 2026.

Le Président propose d'approuver les sorties de ces 7 syndicats et de ces 2 communes en tant que membres du SDE.

Le Président propose d'approuver l'entrée du SMAEP Terres d'Argentan.

Le SPAO délibère le 3 mars 2026 sur son entrée au SDE, le Président propose de déléguer au Bureau syndical l'approbation de son entrée.

Le Comité Syndical, après délibération prend acte à l'unanimité (41 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- de la sortie du SDE61 des communes de Coudehard et Gouffern en Auge (commune nouvelle) pour son service d'eau de St Pierre la rivière et d'Omméel et des Syndicats d'eau (SIAEP) de la Roulandière, de Champosoult, de Gacé, la source de Commeaux, du Meillon, du Syndicat d'Achat d'eau de Trun, du SMAEP d'Argentan
- de l'adhésion du Syndicat mixte d'eau potable de Terres d'Argentan.
- de déléguer au Bureau syndical l'entrée du SPAO, suite à la délibération qui sera prise le 3 mars.

### 3. VOTES BUDGETAIRES DES BUDGETS PRIMITIFS

#### 3-1- Compte Administratif /Compte Financier Unique 2025 :

Budget Principal			
Section de Fonctionnement			
	DEPENSES de FONCTIONNEMENT	CA 2024	CFU 2025
<b>Chapitre 21</b>	Virement à la section d'investissement		0,00 €
<b>Chapitre 011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>595 254,39 €</b>	<b>580 911,97 €</b>
	<b>60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>	<b>36 597,65 €</b>	<b>13 274,02 €</b>
602238	Achats stockés- Autres fournitures	0,00 €	0,00 €
6027	Achats stockés alimentation	0,00 €	0,00 €
6041	Achats études	0,00 €	0,00 €
6042	Achats de prestations de services	0,00 €	0,00 €
60612	Energie - Electricité	0,00 €	0,00 €
60618	Fournitures non stockable -Autres fournitures		7,62 €
60622	Carburants	28 268,30 €	6 552,09 €
60623	Alimentation ( produits non stockés)	104,67 €	0,00 €
60632	Fournitures de petit équipement	2 475,95 €	2 406,91 €
60636	Vêtements de travail	0,00 €	1 106,84 €
6064	Fournitures administratives (Impressions et fournitures de bureau)	5 748,73 €	3 178,66 €
6065	Fournitures non stockées - Livres, cassettes,...		21,90 €
	<b>61 SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>515 783,54 €</b>	<b>512 501,06 €</b>
611	Contrat de prestations de services	12 884,00 €	12 312,00 €
6132	Locations mobilières	1 038,00 €	90,00 €
614	Charges locatives,	42 008,68 €	47 136,95 €
61521	Entretien de terrains	8 040,00 €	10 999,20 €
61551	Entretien et réparations de matériel roulant	5 857,36 €	4 066,79 €
61558	Entretien et réparations d'autres biens mobiliers	0,00 €	0,00 €
6156	Maintenance (informatique)	15 173,99 €	13 365,92 €
6161	Primes d'assurances multirisques	4 139,84 €	4 527,08 €
6168	Autres primes d'assurances	0,00 €	0,00 €
617	Etudes et recherches	395 309,70 €	391 740,72 €
6182	Documentation générale et technique	5 019,97 €	2 915,40 €
6184	Versement à des organismes de formation	22 962,00 €	24 625,50 €
6185	Frais de colloques et séminaires	1 190,00 €	19,50 €
6188	Autres frais divers	2 160,00 €	702,00 €
	<b>62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>42 146,20 €</b>	<b>53 596,37 €</b>
62268	Autres honoraires , conseils		12 882,55 €
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00 €	0,00 €
6231	Annonces et insertions	14 880,12 €	11 384,25 €
6232	Fête et cérémonies	63,41 €	0,00 €
6233	Foires et expositions	0,00 €	4 972,54 €
6234	Réceptions	3 001,60 €	1 554,90 €
6236	Catalogues, imprimés et publications	6 168,00 €	3 456,00 €
6238	Publicité-publications-Divers	0,00 €	360,00 €
6251	Voyages, déplacements et missions	7 620,29 €	10 391,68 €
6261	Frais d'affranchissement	2 464,90 €	2 754,29 €
6262	Frais de télécommunications	5 160,92 €	5 477,21 €
627	Services bancaires et assimilés	300,00 €	362,95 €
6282	frais de gardiennages	2 486,96 €	0,00 €
	<b>63 IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>727,00 €</b>	<b>1 540,52 €</b>
63512	Taxes foncières	727,00 €	653,00 €
6354	Droits d'enregistrement et de timbres	0,00 €	0,00 €
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00 €	887,52 €
6358	Autres taxes	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>732 919,78 €</b>	<b>717 028,70 €</b>
6332	FNAL	155,00 €	241,00 €
6336	CNFPT-CDG	3 417,72 €	6 507,66 €
6338	Autres impôts, txes et versements assimilés sur ré	407,00 €	634,00 €
	<b>62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>498 646,49 €</b>	<b>342 007,82 €</b>
6218	Personnel extérieur au service	498 646,49 €	342 007,82 €
	<b>64 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>230 293,57 €</b>	<b>367 638,22 €</b>
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	18 775,45 €	28 802,15 €
64113	Personnel titulaire - NBI	580,86 €	895,32 €
64118	Personnel titulaire - Autres indemnités	14 843,97 €	22 293,53 €
64131	Personnel non titulaire- rémunérations	108 780,07 €	156 597,60 €
64138	Personnel non titulaire - Primes et autres indmen	27 852,58 €	48 579,06 €
64168	Autres emplois - aidés - Apprenti	0,00 €	4 396,88 €
642	Indemnités de jury soumises à cotisations sociale	1 056,71 €	7 553,34 €
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. dont AT/ PM (1,7%)	43 599,00 €	69 227,00 €
6453	Cotisations aux caisses de retraite	11 309,24 €	20 187,36 €
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 479,28 €	7 437,86 €
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	76,08 €	114,12 €
6474	Versement aux autres œuvres sociales	940,33 €	1 554,00 €
<b>Chapitre 65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>26 157,88 €</b>	<b>22 332,02 €</b>
65311	Indemnités de fonction	6 154,56 €	6 154,56 €
65312	Frais de missions et de déplacement	8 913,76 €	6 903,94 €
65313	Cotisations de retraite	260,00 €	260,00 €
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00 €	0,00 €
65568	Autres contributions (FNCCR)	8 510,00 €	8 560,00 €
65748	Autres personnes de droit privé	0,00 €	0,00 €
65811	Droits d'utilisation- Informatique en nuage	530,45 €	164,47 €
65818	Redevances pour concessions, brevets, licences	1 786,80 €	288,00 €
65888	Autres	2,31 €	1,05 €
<b>Chapitre 67</b>	<b>CHARGES SPECIFIQUES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>763,30 €</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	763,30 €
<b>Chapitre 023</b>	<b>Virement de la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 042</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>765 680,34 €</b>	<b>697 639,38 €</b>
675	Valeur comptable des immobilisations cédées	0,00 €	7 523,79 €
6761	Différences sur des réalisations transférées en investissement	0,00 €	1 800,00 €
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporels et corporels	765 680,34 €	688 315,59 €
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>2 120 012,39 €</b>	<b>2 018 675,37 €</b>

<b>Budget Principal Section de Fonctionnement</b>			
	<b>RECETTES de FONCTIONNEMENT</b>	<b>CA2024</b>	<b>CFU 2025</b>
<b>Chapitre 002</b>	<b>RESULTAT de FONCTIONNEMENT REPORTE</b>	<b>716 942,47 €</b>	<b>2 145 182,55 €</b>
<b>Chapitre 70</b>	<b>Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>		<b>22 500,00 €</b>
<b>7088</b>	Autres produits d'activités annexes - RPQS		22 500,00 €
<b>Chapitre 74</b>	<b>DOTATIONS et PARTICIPATIONS</b>	<b>5 612 485,85 €</b>	<b>1 606 471,96 €</b>
	<b>Total participation des membres</b>	<b>1 192 253,94 €</b>	<b>1 025 735,88 €</b>
7473	Participations du Département cotisations	418 064,14 €	302 935,64 €
7473	Participations du Département subvention / 13	41 090,74 €	0,00 €
74741	Participations des communes	31 185,61 €	14 647,34 €
74751	Participation des GFP de rattachement	701 913,45 €	708 152,90 €
747888	Autres organismes (Agences de l'eau, ...)	421 661,44 €	580 736,08 €
748371	DETR	41 090,70 €	
74888	Autres attributions et participations	3 957 479,77 €	
<b>75</b>	<b>Aures produits de gestion courante</b>	<b>2 728,99 €</b>	<b>248,40 €</b>
75888	Aures produits de gestion courante		248,40 €
<b>Chapitre 042</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>148 995,05 €</b>	<b>155 170,04 €</b>
7761	Différences sur réalisé ( négatives)		4 573,79 €
777	Recettes et quote part de subv. Invest. Transférée cpte résultat		150 596,25 €
<b>77</b>	<b>Produits spécifiques</b>	<b>6 936,00 €</b>	<b>5 535,65 €</b>
773	Mandats annulés ou atteints par la déchéance quadriennale		785,65 €
775	Produits des cessions d'immobilisations		4 750,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>6 488 088,36 €</b>	<b>3 935 108,60 €</b>
Résultat 2025 avec excédent 2024			<b>1 916 433,23 €</b>
Résultat 2025 sans excédent 2024			<b>-228 749,32 €</b>
<b>Résultat 2025 de Monsieur le Payeur départemental</b>			<b>-228 749,32 €</b>

Le Compte Financier Unique 2025 du budget principal qui est soumis à votre approbation fait apparaître, en fonctionnement, un montant de recettes de 3 935 108,60 € et en dépenses de 2 018 675,37 €.

Soit un déficit de 228 749,32 € sans l'excédent de 2024, qui est de 2 145 182,55 € et un bénéfice de 1 916 433,23 € avec l'excédent 2024. Ces données sont conformes aux comptes de Monsieur le Payeur départemental.

<b>INVESTISSEMENTS DEPENSES</b>			
<b>N° de compte</b>	<b>Intitulé</b>	<b>CA 2024</b>	<b>CFU 2025</b>
<b>.001</b>	<b>Solde d'exécution de la section d'investissement reporté</b>		<b>2 222 893,40 €</b>
.001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		2 222 893,40 €
	Virement à la section de fonctionnement	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 040</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>148 995,05 €</b>	<b>155 170,04 €</b>
13913	Subv. Inv. Actifs amort-départementement	148 995,05 €	3 537,24 €
13918	Autres subventions (Agences de l'Eau SN et LB)	148 995,05 €	147 059,01 €
192	Plus ou moins values sur cession d'actifs		4 573,79 €
<b>chapitre 13</b>	<b>SUBVENTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 120 812,87 €</b>	<b>0,00 €</b>
1323	Subvention d'investissement - département	122 242,40 €	0,00 €
1328	Subvention d'investissement-Agences	3 957 479,77 €	0,00 €
13461	Subvention d'investissement-DETR	41 090,70 €	0,00 €
<b>Chapitre 041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2315	Installations techniques (travaux)	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>28 720,25 €</b>	<b>28 720,25 €</b>
16871	Etat et établissements nationaux (Agences de l'eau)	728,00 €	728,00 €
16876	Autres dettes établissements publics locaux	27 992,25 €	27 992,25 €
<b>Chapitre 20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>159 078,06 €</b>	<b>303 635,24 €</b>
2031	Frais d'études (sécurisation )	91 277,47 €	276 081,00 €
2032	Frais de recherches et de développement ( PPC-agetho)	0,00 €	0,00 €
2033	Frais d'insertion	120,00 €	60,00 €
2051	Concessions et droits similaires (logiciels)-seqoya- site interne	18 336,00 €	0,00 €
2088	Autres immobilisations incorporelles	49 344,59 €	27 494,24 €
<b>Chapitre 21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>39 770,22 €</b>	<b>105 345,46 €</b>
2111	Terrains nus	0,00 €	36 715,00 €
2158	Autres installations	0,00 €	0,00 €
21828	Matériel de transport	0,00 €	38 923,50 €
21838	Matériel de bureau et matériel informatique	6 387,38 €	3 753,34 €
21848	Mobilier	2 138,00 €	2 744,64 €
2185	Matériel de telephonie	73,08 €	196,80 €
2188	Autres immobilisations corporelles (Matériel et outillage technique)	31 171,76 €	23 012,18 €
<b>Chapitre 23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>465 955,84 €</b>	<b>479 562,98 €</b>
2315	Installations, matériel et outillages techniques (travaux - ressources)	465 955,84 €	479 562,98 €
2315	Installations, matériel et outillages techniques (travaux - complémentaires )	0,00 €	0,00 €
238	Avance versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 700,00 €</b>
275	Dépôts et cautionnements	0,00 €	2 700,00 €
<b>Chapitre 45</b>	<b>TABILITE DISTINCTE RATTACHEE : MAITRISE d'OUVRAGE DEL</b>	<b>30 875,59 €</b>	<b>105 791,37 €</b>
<b>458</b>	<b>Opérations sous mandats</b>		
	Dossiers suivi par la cellule PPC	30 875,59 €	45 481,43 €
	Dossiers suivi par la cellule ressources	0,00 €	60 309,94 €
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>4 994 207,88 €</b>	<b>3 403 818,74 €</b>

INVESTISSEMENTS RECETTES			
N° de compte	Intitulé	CA 2024	CFU 2025
<b>Chapitre 001</b>	Solde d'excédent de la section d'investissement reporté	<b>1 533 476,25 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 024</b>	Produits de cession d'immobilisation		
<b>Chapitre 021</b>	Virement de la section de fonctionnement		0,00 €
<b>Chapitre 10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS</b>	<b>69 037,09 €</b>	<b>2 305 751,18 €</b>
10222	F. C . T . V . A .	69 037,09 €	82 857,78 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		2 222 893,40 €
<b>Chapitre 13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>138 566,69 €</b>	<b>329 655,76 €</b>
1313	Départements	47 401,69 €	123 111,99 €
	<b>Autres (Agences de l'Eau SN et LB)</b>		
1318	Agences de l'eau - Cp et PPC	91 165,00 €	130 824,00 €
1328	Agences de l'eau - ressources	0,00 €	75 719,77 €
<b>Chapitre 16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
16876	Autres dettes établissements publics locaux	0,00 €	0,00 €
1641	Emprunt d'équilibre	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 20</b>	Immobilisations incorporelles	<b>44 249,35 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 27</b>	Autres immobilisations financières	<b>0,00 €</b>	<b>2 500,00 €</b>
275	dépôts et cautionnements versés	0,00 €	2 500,00 €
<b>Chapitre 40</b>	<b>Opération d'ordre</b>	<b>765 680,34 €</b>	<b>697 639,38 €</b>
192	Plus ou moins value sur cession d'immobilisations		1 800,00 €
21828	Autres matériels de transport		7 523,79 €
	<b>Total des amortissements</b>	<b>765 680,34 €</b>	<b>688 315,59 €</b>
<b>280</b>	<b>Amortissements incorporelles</b>	<b>411 476,16 €</b>	<b>353 230,94 €</b>
28031	Amortissements frais d'études	186 638,19 €	172 955,21 €
28032	Amortissements frais de recherche et de développer	181 101,53 €	152 966,30 €
28033	Amortissements frais d'insertion	6 095,89 €	6 672,95 €
2805	Amortissements concession, droits similaires, brevets	37 640,55 €	2 520,56 €
28088	Amortissement autres immo. Incorporelles		18 115,92 €
<b>281</b>	<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>354 204,18 €</b>	<b>335 084,65 €</b>
281531	Amortissements des réseaux d'adduction d'eau	318 306,98 €	303 525,29 €
28158	Amortissement autres instal. Matériel et outillages	509,01 €	107,80 €
281828	Amortissements des matériels de transport	2 892,31 €	6 042,54 €
281838	Amortissements des matériels de bureau et informa	4 438,72 €	3 856,06 €
281848	Amortissements mobiliers	1 549,60 €	2 369,64 €
28185	Amortissement mat. de téléphonie		116,51 €
28188	Autres immobilisation corporelles	26 507,56 €	19 066,81 €
<b>Chapitre 41</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
238	Avances et acomptes versés	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 45</b>	<b>COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE : MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>	<b>220 304,76 €</b>	<b>8 919,08 €</b>
<b>458</b>	<b>Opérations sous mandats</b>		
	Dossiers suivi par la cellule PPC	27 823,95 €	8 919,08 €
	Dossiers suivi par la cellule ressources	192 480,81 €	0,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>2 771 314,48 €</b>	<b>3 344 465,40 €</b>
	Résultat de l'exercice 2025 avec excédent 2024		-59 353,34 €
	Résultat de l'exercice 2025 sans excédent 2024		-59 353,34 €
	Résultat 2025 du Payeur		-59 353,34 €

Le Compte Financier Unique 2025 du budget principal qui est soumis à votre approbation fait apparaître, en investissement, un montant de **recettes de 3 344 465,40 €** et en **dépenses de 3 403 818,74 €**.

Soit un déficit de **59 353,34 €**. Ces données sont conformes aux comptes de Monsieur le payeur départemental.

Le Président indique que pour délibérer en son absence, il propose que Jean-Marie GOUSSIN soumette l'approbation du Compte Financier Unique 2025, cette proposition est approuvée par les délégués. Le Président quitte la salle.

Suite à la sortie de la séance du Président, Jean-Marie GOUSSIN à la demande du Président, propose :

- De voter le Compte Financier Unique 2025
- De déclarer toutes les opérations de l'exercice 2025 définitivement closes
- De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention), approuve le Compte Financier Unique 2025, déclare toutes les opérations de l'exercice définitivement closes et reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

### **3-1-2-Affectation du résultat 2025**

Suite au retour du Président en séance, Jean-Marie GOUSSIN lui indique que l'assemblée à valider le Compte Financier Unique 2025.

Le Président constate que le CFU fait apparaître en fonctionnement, un résultat déficitaire de - 228 749,32 € et compte tenu des excédents reportés, le résultat à affecter est de + 1 916 433,23 €.

Le Compte Financier Unique en investissement, fait apparaître un solde déficitaire de - 59 353,34 € et compte tenu des résultats antérieurs, le solde d'exécution de la section d'investissement est de -59 353,34 €.

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat.

Le Président propose d'affecter l'excédent de résultat 2025 au budget supplémentaire 2026 comme suit :

<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>	
A-Résultat de l'exercice	- 228 749,32 €
B-Résultats antérieurs reportés	+ 2 145 182,23 €
<b>C- Résultat à affecter (A+B)</b>	<b>+ 1 916 433,23 €</b>
<b>Solde d'exécution de la section d'investissement :</b>	
D-Solde d'exécution cumulé d'investissement (D001)	-59 353,34 €
E-Solde des restes à réaliser	0 €
<b>Besoin de financement F = D+E</b>	<b>59 353,34 €</b>
<b>AFFECTATION=C = G+H</b>	<b>+ 1 916 433,23 €</b>
<b>1) Affectation en réserves R1068 en investissement</b>	59 353,34 €
G = au minimum couverture du besoin de financement F	
<b>2) H report en fonctionnement R002</b>	<b>1 857 079,89 €</b>

Le Président propose d'affecter l'excédent de résultat 2025 de + 1 857 079,89 €, au chapitre 002 des recettes de fonctionnement du budget Supplémentaire du budget principal de 2026. Et d'inscrire -59 353,34 € au chapitre 001 des dépenses d'investissement du Budget Supplémentaire du budget principal de 2026.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention), approuve l'affectation de l'excédent de résultat au Budget Supplémentaire 2026 présenté ci-dessus.

### 3-1-3-Budget vert, impact du budget pour la transition écologique

Le Président indique que « le budget vert » constitue une **nouvelle classification des dépenses budgétaires et fiscales selon leur impact sur l'environnement** et une identification des **ressources publiques à caractère environnemental**.

Cet outil d'analyse de l'impact environnemental du budget a pour but de mieux **intégrer les enjeux environnementaux dans le pilotage des politiques publiques**.

L'article 191 de la loi de finances pour 2024 introduit une nouvelle annexe au compte administratif ou au compte financier unique, dite « annexe environnementale des collectivités locales », afin de mesurer l'impact des budgets locaux sur la transition écologique.

Cette annexe permet de valoriser les choix d'investissement réalisés par les collectivités qui ont un impact positif sur l'environnement et, ainsi, de faciliter la planification écologique à l'échelle du territoire national.

Le décret du 16 juillet 2024 précise les modalités d'application de l'obligation instituée par l'article 191 de la loi de finances pour 2024.

L'axe 1 « atténuation » est obligatoire, l'axe 6 « biodiversité » l'est dès 2025, et les autres à partir de 2027.

### Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A115	Immobilisations incorporelles en cours ( 2031)	276 081,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	276 081,00 €	0,00 €
A120	Terrains ( 2111)	36 715,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	36 715,00 €	0,00 €
A125	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A135	Réseaux divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A140	Installations techniques, agencements et matériel (21828)	38 923,50 €	0,00 €	0,00 €	38 923,50 €	0,00 €	0,00 €
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A150	Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A155	Immobilisations corporelles en cours (2315)	479 562,98 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	479 562,98 €	0,00 €
A165	Immobilisations financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		831 282,48 €	0,00 €	0,00 €	38 923,50 €	792 358,98 €	0,00 €

### AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A115	Immobilisations incorporelles en cours	276 081,00 €	0,00 €	0,00 €	276 081,00 €	0,00 €
A120	Terrains	36 715,00 €	0,00 €	0,00 €	36 715,00 €	0,00 €
A125	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A135	Réseaux divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A140	Installations techniques, agencements et matériel	38 923,50 €	0,00 €	38 923,50 €	0,00 €	0,00 €
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A150	Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A155	Immobilisations corporelles en cours	479 562,98 €	0,00 €	0,00 €	479 562,98 €	0,00 €
A165	Immobilisations financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		831 282,48 €	0,00 €	38 923,50 €	792 358,98 €	0,00 €

## AXE 6 : PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A115	Immobilisations incorporelles en cours	276 081,00 €	0,00 €	0,00 €	276 081,00 €	0,00 €
A120	Terrains	36 715,00 €	0,00 €	0,00 €	36 715,00 €	0,00 €
A125	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A135	Réseaux divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A140	Installations techniques, agencements et matériel	38 923,50 €	0,00 €	0,00 €	38 923,50 €	0,00 €
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A150	Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A155	Immobilisations corporelles en cours	479 562,98 €	0,00 €	0,00 €	479 562,98 €	0,00 €
A165	Immobilisations financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		831 282,48 €	0,00 €	0,00 €	831 282,48 €	0,00 €

### Présentation agrégée par fonction

Fonction (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	831 282,48 €	0,00 €	0,00 €	38 923,50 €	792 358,98 €	0,00 €
0-5	Gestion des fonds européens	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1	Sécurité	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4-3	APA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6	Action économique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7	Environnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
8	Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		831 282,48 €	0,00 €	0,00 €	38 923,50 €	792 358,98 €	0,00 €

## AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Fonction (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	831 282,48 €	0,00 €	38 923,50 €	792 358,98 €	0,00 €
0-5	Gestion des fonds européens	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1	Sécurité	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4-3	APA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6	Action économique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7	Environnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
8	Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		831 282,48 €	0,00 €	38 923,50 €	792 358,98 €	0,00 €

## AXE 6 : PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Fonction (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	831 282,48 €	0,00 €	0,00 €	831 282,48 €	0,00 €
0-5	Gestion des fonds européens	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1	Sécurité	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4-3	APA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6	Action économique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7	Environnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
8	Transports	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		831 282,48 €	0,00 €	0,00 €	831 282,48 €	0,00 €

Le Président propose d'approuver les différents éléments du budget vert qui vous ont été présentés.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention), approuve l'annexe environnementale ou budget vert 2025.

## 3-2 Budget supplémentaire du Budget Principal 2026 :

### 3-2-1-Approbation du Budget Supplémentaire 2026.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - Comité syndical du 26 février 2026					
Section de Fonctionnement					
	DEPENSES	BP + BS 2025	BP 2026	Propositions BS 2026	BP + BS 2026
<b>Chapitre 011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>1 195 967,71 €</b>	<b>286 617,00 €</b>	<b>520 429,18 €</b>	<b>807 046,18 €</b>
	<b>60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>	<b>20 600,00 €</b>	<b>4 700,00 €</b>	<b>12 400,00 €</b>	<b>17 100,00 €</b>
602238	Achats stockés- Autres fournitures	100,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6027	Achats stockés alimentation	100,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6041	Achats études	100,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
6042	Achats de prestations de services	100,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
60612	Energie - Electricité	100,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
60618	Autres fournitures		50,00 €		50,00 €
60622	Carburants	8 000,00 €	3 000,00 €	5 000,00 €	8 000,00 €
60623	Alimentation	400,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
60632	Fournitures de petit équipement	3 000,00 €	100,00 €	2 900,00 €	3 000,00 €
60636	Vêtements de travail	2 700,00 €	350,00 €	1 000,00 €	1 350,00 €
6064	Fournitures administratives	6 000,00 €	1 000,00 €	3 500,00 €	4 500,00 €
	<b>61 SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>1 088 417,71 €</b>	<b>263 167,00 €</b>	<b>456 225,18 €</b>	<b>719 392,18 €</b>
611	Contrat de prestations de services	14 000,00 €	3 017,00 €	12 000,00 €	15 017,00 €
6132	Location mobilière	2 000,00 €	2 000,00 €	4 200,00 €	7 320,00 €
614	Charges locatives,	44 100,00 €	15 000,00 €	35 000,00 €	50 000,00 €
61521	Entretien de terrains	14 000,00 €	4 000,00 €	10 000,00 €	14 000,00 €
61551	Entretien et réparations de matériel roulant	6 000,00 €	2 500,00 €	3 500,00 €	6 000,00 €
61558	Entretien et réparations d'autres biens mobiliers	100,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
6156	Maintenance (informatique)	18 000,00 €	3 000,00 €	13 500,00 €	16 500,00 €
6161	Primes d'assurances multirisques	7 000,00 €	6 000,00 €	0,00 €	6 000,00 €
6168	Primes Autres primes d'assurances	3 692,46 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
617	Etudes et recherches ( CP et PPC )	894 975,25 €	217 000,00 €	328 750,18 €	545 750,18 €
6182	Documentation générale et technique	5 500,00 €	1 600,00 €	2 400,00 €	4 000,00 €
6184	Versement à des organismes de formation	75 050,00 €	5 000,00 €	46 755,00 €	51 755,00 €
6185	Frais de colloques et séminaires	1 500,00 €	500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
6188	Autres frais divers	2 500,00 €	1 000,00 €	500,00 €	1 500,00 €
	<b>62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>83 550,00 €</b>	<b>16 650,00 €</b>	<b>50 804,00 €</b>	<b>67 454,00 €</b>
622	Frais d'actes notariés	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
62268	Autres honoraires et conseils	0,00 €	1 000,00 €	3 000,00 €	4 000,00 €
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00 €	1 000,00 €	9 000,00 €	10 000,00 €
6231	Annonces et insertions	16 500,00 €	4 500,00 €	9 000,00 €	13 500,00 €
6232	Fête et cérémonie	100,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
6233	Foires et expositions	24 500,00 €	1 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
6234	Réceptions	2 000,00 €	1 000,00 €	2 000,00 €	3 000,00 €
6236	Catalogues et imprimés	7 000,00 €	1 000,00 €	3 500,00 €	4 500,00 €
6238	publicité publication Divers	500,00 €	500,00 €	1 500,00 €	2 000,00 €
6251	Voyages et déplacements	9 000,00 €	3 500,00 €	10 000,00 €	13 500,00 €
6256	Missions (des fonctionnaires)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6261	Frais d'affranchissement	3 000,00 €	1 000,00 €	2 500,00 €	3 500,00 €
6262	Frais de télécommunications	5 500,00 €	2 000,00 €	4 500,00 €	6 500,00 €
627	Services bancaires et assimilés	450,00 €	100,00 €	400,00 €	500,00 €
6282	Frais de gardiennage	0,00 €	0,00 €	404,00 €	404,00 €
	<b>63 IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>3 400,00 €</b>	<b>2 100,00 €</b>	<b>1 000,00 €</b>	<b>3 100,00 €</b>
63512	Taxes foncières	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
6354	Droits d'enregistrement et de timbres	1 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
6358	Autres taxes	400,00 €	100,00 €	0,00 €	100,00 €
<b>Chapitre 012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>755 901,42 €</b>	<b>257 170,24 €</b>	<b>499 758,00 €</b>	<b>756 928,24 €</b>
6332	FNAL ( 0,1%)	3 959,24 €	103,00 €	100,00 €	203,00 €
6336	CNFPPT-CDG ( 0,90 %-6%)	4 018,20 €	2 800,00 €	3 000,00 €	5 800,00 €
6338	Autres impôts , taxes sur rémunération	2 000,00 €	272,00 €	328,00 €	600,00 €
	<b>62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>350 000,00 €</b>	<b>100 610,24 €</b>	<b>315 000,00 €</b>	<b>415 610,24 €</b>
6218	Personnel extérieur au service	350 000,00 €	100 610,24 €	315 000,00 €	415 610,24 €
	<b>64 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>395 923,98 €</b>	<b>153 385,00 €</b>	<b>181 338,00 €</b>	<b>334 715,00 €</b>
64111	Personnel titulaire -rémunération principale	29 000,00 €	9 600,00 €	20 000,00 €	29 000,00 €
64113	Personnel titulaire NBI	890,00 €	300,00 €	600,00 €	900,00 €
64118	Personnel titulaire autres indemnités	22 500,00 €	7 500,00 €	15 500,00 €	23 000,00 €
64131	Personnel non titulaire- rémunération	182 000,00 €	72 000,00 €	55 000,00 €	127 000,00 €
64138	Personnel non titulaire - Primes	49 000,00 €	18 500,00 €	20 000,00 €	38 500,00 €
64168	Autres emplois aidés - Apprenti		4 400,00 €	4 400,00 €	8 800,00 €
642	Indemnités jury		10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. dont AT/ PM (1,7%)	65 209,55 €	30 000,00 €	31 000,00 €	61 000,00 €
6453	Cotisations aux caisses de retraite	14 169,50 €	6 700,00 €	8 000,00 €	14 700,00 €
6455	Cotisations pour assurance du personnel	8 500,00 €	3 300,00 €	6 000,00 €	9 300,00 €
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	8 501,70 €	85,00 €	30,00 €	115,00 €
6474	Versement aux autres oeuvre sociales	16 153,23 €	1 000,00 €	10 800,00 €	11 800,00 €
<b>Chapitre 65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>28 800,00 €</b>	<b>191 550,00 €</b>	<b>13 350,00 €</b>	<b>204 900,00 €</b>
65311	Indemnités des élus	6 500,00 €	3 500,00 €	4 000,00 €	7 500,00 €
65312	Frais de missions des élus	9 500,00 €	3 500,00 €	4 500,00 €	8 000,00 €
65313	Cotisations de retraite	1 000,00 €	100,00 €	400,00 €	500,00 €
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	100,00 €	100,00 €	0,00 €	100,00 €
6541	Créances admises en non valeur	50,00 €	50,00 €	1 450,00 €	1 500,00 €
65568	Contribution aux organismes de regroupement (FNCCR)	9 000,00 €	9 000,00 €	1 000,00 €	10 000,00 €
65736221	subvention d'amorçage au budget annexe		175 000,00 €	0,00 €	175 000,00 €
65748	Subventions de fonctionnement à des personnes privées	50,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	500,00 €	100,00 €	400,00 €	500,00 €
65818	Autres redevances pour concessions brevets licences	2 000,00 €	100,00 €	1 500,00 €	1 600,00 €
65888	Autres charges diverses de gestion courante	100,00 €	50,00 €	100,00 €	150,00 €
<b>Chapitre 67</b>	<b>CHARGES SPECIFIQUES</b>	<b>500,00 €</b>	<b>100,00 €</b>	<b>1 500,00 €</b>	<b>1 600,00 €</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500,00 €	100,00 €	1 500,00 €	1 600,00 €
<b>Chapitre 042</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>760 464,39 €</b>	<b>624 543,36 €</b>	<b>33 237,20 €</b>	<b>657 780,56 €</b>
6811	Dotations aux amortissements incorporels et corporels	760 464,39 €	624 543,36 €	33 237,20 €	657 780,56 €
<b>Chapitre 023</b>	<b>VIREMENT VERS LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 342 524,87 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 157 226,37 €</b>	<b>1 157 226,37 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 084 158,39 €</b>	<b>1 359 980,60 €</b>	<b>2 225 500,75 €</b>	<b>3 585 481,35 €</b>

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - Comité syndical du 26 février 2026**

**Section de Fonctionnement**

RECETTES		BP+BS 2025	BP 2026	Propositions BS 2026	BP+BS 2026
<b>Chapitre 002</b>	<b>RESULTAT de FONCTIONNEMENT REPORTE</b>	<b>2 145 182,55 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 857 079,89 €</b>	<b>1 857 079,89 €</b>
<b>Chapitre 70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES</b>		<b>43 500,00 €</b>	<b>25 000,00 €</b>	<b>68 500,00 €</b>
7088	Autres produits - Prestations de services - RPQS		23 500,00 €		23 500,00 €
708421	personnel affecté par la collectivité mis à disposition du budget annexe		20 000,00 €	25 000,00 €	45 000,00 €
<b>Chapitre 74</b>	<b>DOTATIONS et PARTICIPATIONS</b>	<b>1 782 960,72 €</b>	<b>1 164 083,91 €</b>	<b>342 911,62 €</b>	<b>1 506 995,53 €</b>
	<b>Total participation des membres</b>	<b>1 034 355,49 €</b>	<b>1 024 699,26 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 024 699,26 €</b>
7473	Participations du Département	302 963,08 €	303 139,48 €	0,00 €	303 139,48 €
74741	Participations des communes	22 710,57 €	9 953,14 €	0,00 €	9 953,14 €
74751	Participation des GFP de rattachement	708 681,84 €	711 606,64 €	0,00 €	711 606,64 €
747888	Agences de l'eau	<b>748 605,23 €</b>	139 384,65 €	342 911,62 €	<b>482 296,27 €</b>
748371	DETR				
74888	Autres attributions et participations				
<b>Chapitre 042</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTION</b>	<b>156 015,12 €</b>	<b>152 396,69 €</b>	<b>509,24 €</b>	<b>152 905,93 €</b>
777	Recettes et quote-part Subventions transférées au compte de résultat	156 015,12 €	152 396,69 €	509,24 €	152 905,93 €
75888	Autres produits divers de gestion courante.	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>4 084 158,39 €</b>	<b>1 359 980,60 €</b>	<b>2 225 500,75 €</b>	<b>3 585 481,35 €</b>

Le budget supplémentaire du budget principal pour la section de fonctionnement est équilibré en dépenses et en recettes à 2 225 500,75 €.

Le budget primitif avec le budget supplémentaire s'élève à 3 585 481,35 €.

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - Comité syndical du 26 février 2026**

**INVESTISSEMENTS**

**DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	BP+BS 2025	BP 2026	PROPOSITION BS 2026	BP+BS 2026
<b>001</b>	<b>Déficit d'investissement</b>	<b>2 222 893,40 €</b>		<b>59 353,34 €</b>	<b>59 353,34 €</b>
<b>Chapitre 040</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>156 015,12 €</b>	<b>152 396,69 €</b>	<b>509,24 €</b>	<b>152 905,93 €</b>
13918	Autres subventions (Agences de l'Eau SN et LB)	156 015,12 €	148 643,09 €	0,00 €	148 643,09 €
13913	Autres subventions (Agences de l'Eau SN et LB)		3 753,60 €	509,24 €	4 262,84 €
<b>Chapitre 13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1323	Subv. Non transf. Département	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1328	Autres subv. D'investissement rattachées aux actifs non amortissables	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13461	Fonds équip. Non amort. - DETR	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>50 000,00 €</b>
2315	Installations techniques (travaux)	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
<b>Chapitre 16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>28 720,25 €</b>	<b>28 720,25 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>28 720,25 €</b>
16871	Etat et établissements nationaux (Agences de l'eau)	728,00 €	728,00 €	0,00 €	728,00 €
16876	Autres dettes établissements publics locaux	27 992,25 €	27 992,25 €	0,00 €	27 992,25 €
<b>Chapitre 20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>534 852,00 €</b>	<b>125 104,37 €</b>	<b>351 400,00 €</b>	<b>476 504,37 €</b>
2031	Frais d'études schéma de sécurisation sectoriel + transferts de compétences	433 852,00 €	100 004,37 €	300 400,00 €	400 404,37 €
2032	Frais de recherches et développement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2033	Frais d'insertion	1 000,00 €	100,00 €	0,00 €	100,00 €
2042	Subvention d'équipement aux personnes de droit Privé			40 000,00 €	40 000,00 €
2088	Autres immobilisations incorporelles	100 000,00 €	25 000,00 €	11 000,00 €	36 000,00 €
<b>Chapitre 21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>290 400,00 €</b>	<b>55 264,67 €</b>	<b>80 235,33 €</b>	<b>135 500,00 €</b>
2111	Terrains nus	200 000,00 €	20 764,67 €	44 235,33 €	65 000,00 €
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21828	Matériel de transport	41 000,00 €	0,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €
21838	Matériel de bureau et matériel informatique	5 000,00 €	3 000,00 €	10 000,00 €	13 000,00 €
21848	Mobilier	1 500,00 €	1 500,00 €	500,00 €	2 000,00 €
2185	Matériel de téléphonie	500,00 €	0,00 €	500,00 €	500,00 €
2188	Autres immobilisations corporelles (Matériel et outillage technique)	41 400,00 €	30 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €
				0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>1 202 000,00 €</b>	<b>377 176,00 €</b>	<b>698 965,66 €</b>	<b>1 076 141,66 €</b>
2315	Installations, matériel et outillages techniques (travaux - ressources)	1 152 000,00 €	327 176,00 €	607 000,00 €	934 176,00 €
2318	Aléas			91 965,66 €	91 965,66 €
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
<b>Chapitre 27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>2 500,00 €</b>	<b>153 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>153 000,00 €</b>
275	Dépôts et cautionnements	2 500,00 €	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €
276342	Collectivité de rattachement sur le budget du SDE _ CC VHS		150 000,00 €	0,00 €	150 000,00 €
<b>Chapitre 45</b>	<b>COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE : MAITRISE d'OUVRAGE DELEGUEE</b>	<b>1 542 504,00 €</b>	<b>927 840,00 €</b>	<b>-333 120,00 €</b>	<b>594 720,00 €</b>
<b>458</b>	<b>Opérations sous mandats</b>				
	Dossiers suivi par la cellule PPC	282 504,00 €	147 840,00 €	-33 120,00 €	114 720,00 €
	Dossiers suivi par la cellule ressources	1 260 000,00 €	780 000,00 €	-300 000,00 €	480 000,00 €
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 029 884,77 €</b>	<b>1 869 501,98 €</b>	<b>857 343,57 €</b>	<b>2 726 845,55 €</b>

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - Comité syndical du 26 février 2026**

**INVESTISSEMENTS**

**RECETTES**

N° de compte	Intitulé	BP+ BS 2025	BP 2026	PROPOSITIONS BS 2026	BP+ BS 2026
<b>Chapitre 001</b>	<b>SOLDE D'EXCEDENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>		<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 021</b>	<b>VIREMENT A LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 342 524,87 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 157 226,37 €</b>	<b>1 157 226,37 €</b>
<b>Chapitre 10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS</b>	<b>2 257 893,40 €</b>	<b>35 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>35 000,00 €</b>
10222	F. C. T. V. A.	35 000,00 €	35 000,00 €	0,00 €	35 000,00 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 222 893,40 €			0,00 €
<b>Chapitre 13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>275 218,11 €</b>	<b>232 118,62 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>232 118,62 €</b>
1318	Subventions d'équipement d'investissement rattachées aux actifs amortissables	0,00 €			0,00 €
1313	Départements	46 243,62 €	38 500,00 €	0,00 €	38 500,00 €
1318	<b>Autres (Agences de l'Eau SN et LB)</b>	<b>228 974,49 €</b>	<b>193 618,62 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>193 618,62 €</b>
1318	Agences de l'eau - PPC	0,00 €	38 794,62 €	0,00 €	38 794,62 €
1328	Agences de l'eau - ressources	228 974,49 €	154 824,00 €	0,00 €	154 824,00 €
<b>Chapitre 16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
16876	Autres dettes établissements publics locaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1641	Emprunt d'équilibre	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisation ( véhicules)</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>50 000,00 €</b>
238	Avances et acomptes versés	50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
<b>Chapitre 040</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>760 464,39 €</b>	<b>624 543,36 €</b>	<b>33 237,20 €</b>	<b>657 780,56 €</b>
28031	Amortissements frais d'études	189 920,97 €	157 749,97 €	422,40 €	158 172,37 €
28032	Amortissements frais de recherche et de développement	182 582,04 €	110 623,44 €	0,00 €	110 623,44 €
28033	Amortissements frais d'insertion	7 255,55 €	6 101,57 €	0,00 €	6 101,57 €
2805	Amortissements concessions, droits similaires, brevets	15 281,68 €	8 419,82 €	0,00 €	8 419,82 €
28088	Autres amortissements incorporelles	22 468,35 €	6 995,63 €	329,28 €	7 324,91 €
<b>281</b>	<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>				
281531	Réseaux divers d'eau	303 525,29 €	303 525,29 €	32 000,00 €	335 525,29 €
28158	Autres installations, matériels et outillages techniques	241,22 €	107,80 €	0,00 €	107,80 €
281828	Amortissements des matériels de transport	4 234,63 €	7 053,60 €	0,00 €	7 053,60 €
281838	Amortissements des matériels de bureau et informatique	4 594,00 €	4 008,25 €	0,00 €	4 008,25 €
281848	Amortissements mobiliers	1 846,08 €	1 412,76 €	0,00 €	1 412,76 €
28185	Matériel de téléphonie		153,37 €	0,00 €	153,37 €
28188	Autres immobilisation corporelles	28 514,58 €	18 391,86 €	485,52 €	18 877,38 €
<b>Chapitre 45</b>	<b>COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE : MAITRISE d'OUVRAGE DELEGUEE</b>	<b>1 542 504,00 €</b>	<b>927 840,00 €</b>	<b>-333 120,00 €</b>	<b>594 720,00 €</b>
<b>458</b>	<b>Opérations sous mandats</b>				
	Dossiers suivi par la cellule PPC	282 504,00 €	147 840,00 €	-33 120,00 €	114 720,00 €
	Dossiers suivi par la cellule ressources	1 260 000,00 €	780 000,00 €	-300 000,00 €	480 000,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 228 604,77 €</b>	<b>1 869 501,98 €</b>	<b>857 343,57 €</b>	<b>2 726 845,55 €</b>

Le budget supplémentaire du budget principal pour la section d'investissement est équilibré en dépenses et en recettes à 857 343,57 €.

Le budget primitif avec le budget supplémentaire s'élève à 2 726 845,55 €.

## Contribution financière des membres :

Le Président propose que les cotisations 2026 soient celles approuvées lors du Budget Primitif, soit :

- Pour les collectivités distributrices et le Conseil départemental la cotisation proportionnelle au nombre d'abonnés le sera sur la base de **1,96 € par abonné**. Elle était de 1,96 € en 2025.

- Pour les collectivités « distributrices », pour les M<sup>3</sup> vendus la cotisation 2026 sera appelée sur la base de **0,025 € / M<sup>3</sup> vendus**, comme en 2025.

Lors des **appels de cotisations pour l'année 2026**, celles concernant les M<sup>3</sup> auront été **actualisées** par rapport à ce document, l'année de référence étant N-1 soit les volumes vendus en 2025.

	M3 vendus	€	abonnés	€	Total €
EPCI	16 498 936	412 473,40 €	152 619	299 133,24 €	711 606,64 €
Commune	237 876	5 946,90 €	2 044	4 006,24 €	9 953,14 €
<b>Collectivités</b>	<b>16 736 812</b>	<b>418 420,30 €</b>	<b>154 663</b>	<b>303 139,48 €</b>	<b>721 559,78 €</b>
Département			154 663	303 139,48 €	303 139,48 €
<b>TOTAL</b>	<b>16 736 812</b>	<b>418 420,30 €</b>	<b>309 326</b>	<b>606 278,96 €</b>	<b>1 024 699,26 €</b>

La répartition, pour chaque unité est présentée dans le tableau en page 19.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité, (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention), approuve :

- Le Budget Supplémentaire 2026 du Budget principal est de **2 225 500,75 €** pour la section de fonctionnement et de **857 343,57€** pour la section d'investissement,
- Le maintien de la cotisation au nombre d'abonnés à 1,96 € et celle sur la base des M<sup>3</sup> vendus à 0,025 € / M<sup>3</sup> vendus.

Cotisations des collectivités au Bf 2026	N-1		N-2		Total Cotisation BP 2026 en date du 17/12/2025
	Volume vendu en 2024 en m3	Cotisation 2026 en € aux volumes vendus en 2024 (attente données 2025)	Nombre d'abonnés 2024	Cotisation 2026 en € au nombre d'abonnés	
EPCI					
COMMUNAUTÉ URBAINE ALENÇON	2 690 912	67 272,80 €	20 956	41 073,76 €	108 346,56 €
CDC DE LA VALLEE DE LA HAUTE SARTHE	200 109	5 002,73 €	2 188	4 288,48 €	9 291,21 €
CDC DES SOURCES DE L'ORNE	410 714	10 267,85 €	4 195	8 222,20 €	18 490,05 €
DOMFRONT TINCHEBRAY INTERCO	327 615	8 190,38 €	3 994	7 828,24 €	16 018,62 €
FLERS AGGLO	2 034 360	50 859,00	22 466	44 033,36 €	94 892,36 €
SIAEP DE L'ORTIER	130 125	3 253,13 €	1 070	2 097,20 €	5 350,33 €
SIAEP DU PERCHE SUD	534 362	13 359,05 €	5 707	11 185,72 €	24 544,77 €
SIAEP DU BASSIN DE L'HUISNE	289 814	7 245,35 €	2 687	5 266,52 €	12 511,87 €
SIAEP MARCHAINVILLE - MOUSSONVILLIERS	50 945	1 273,63 €	416	815,36 €	2 088,99 €
SIAEP NOCE	504 398	12 609,95 €	5 708	11 187,68 €	23 797,63 €
SIAEP PERCH'EST	153 982	3 849,55 €	1 842	3 610,32 €	7 459,87 €
BRETONCELLES	0	- €	802	1 571,92 €	1 571,92 €
SIAEP TRIGARDIERE	312 493	7 812,33 €	2 946	5 774,16 €	13 586,49 €
SIAEP DE LA REGION DE LONGNY-AU-PERCHE	173 381	4 334,53 €	1 970	3 861,20 €	8 195,73 €
SIAEP DU HAUT PERCHE - DSP	690 576	17 264,40 €	7 888	15 460,48 €	32 724,88 €
SIAEP DU HAUT PERCHE - REGIE	123 651	3 091,28 €	1 191	2 334,36 €	5 425,64 €
SMAEP DU HOULME	603 361	15 084,03 €	7 685	15 062,60 €	30 146,63 €
SIAEP DU VAL-D'ECOUVES	167 468	4 186,70 €	1 950	3 822,00 €	8 008,70 €
SIE D'ANDAINE	605 404	15 135,10 €	3 114	6 103,44 €	21 238,54 €
SMAEP DE BAZOCHES-SUR-HOENE	135 323	3 383,08 €	1 574	3 085,04 €	6 468,12 €
SMAEP DE LA REGION D'ESSAY	106 068	2 651,70 €	922	1 807,12 €	4 458,82 €
SMAEP DE LA REGION DU MERLERAULT + SAINT HILAIRE	456 648	11 416,20 €	3 605	7 065,80 €	18 482,00 €
SMAEP DU PIN-LA-GARENNE - COULIMER	111 863	2 796,58 €	1 110	2 175,60 €	4 972,18 €
SMAEP DE DOMFRONT	1 030 522	25 763,05 €	4 784	9 376,64 €	35 139,69 €
SMAEP DE PERVENCHERES	140 565	3 514,13 €	1 022	2 003,12 €	5 517,25 €
SMAEP DE GAPREE	116 267	2 906,68 €	1 106	2 167,76 €	5 074,44 €
SMAEP DE MOULINS-LA-MARCHE	77 757	1 943,93 €	920	1 803,20 €	3 747,13 €
SMAEP DE SAINT SAUVEUR-DE-CARROUGES	87 323	2 183,08 €	1 069	2 095,24 €	4 278,32 €
SMAEP DE VINGT-HANAPS	108 364	2 709,10 €	1 136	2 226,56 €	4 935,66 €
SAEP DU PERCHER - DSP	647 871	16 196,78 €	5 877	11 518,92 €	27 715,70 €
SAEP DU PERCHER - Régie	404 796	10 119,90 €	4 311	8 449,56 €	18 569,46 €
BAGNOLES DE L'ORNE NORMANDIE	237 876	5 946,90 €	2 044	4 006,24 €	9 953,14 €
SMAEP DE TERRES D'ARGENTAN ( ex région d'Argentan)	1 237 325	30 933	10 754	21 077,84	52 010,97 €
COUDEHARD	16 127	403	69	135,24 €	538,42 €
NEAUPHE SUR DIVE	21 203	530	109	213,64 €	743,72 €
SAINT LAMBERT-SUR-DIVE	8 957	224	92	180,32 €	404,25 €
TOURNAI-SUR-DIVE	12 293	307	169	331,24 €	638,57 €
TRUN	46 726	1 168	658	1 289,68 €	2 457,83 €
VILLEDIEU-LES-BAILLEULS	7 714	193	113	221,48 €	414,33 €
GOUFFERN EN AUGÉ, service Aubry en Exmes	24 444	611	156	305,76 €	916,86 €
GOUFFERN EN AUGÉ, service Saint Pierre La Rivière Omméel	16 857	421	238	466,48 €	887,91 €
SIAEP DU MEILLON	101 685	2 542	1 121	2 197,16 €	4 739,29 €
SIAEP LA SOURCE-DE-COMMEAUX - Nécly Brioux	31 545	789	357	699,72 €	1 488,35 €
SIAEP LA SOURCE-DE-COMMEAUX (Principal)	80 339	2 008	915	1 793,40 €	3 801,88 €
SIAEP DE CHAMPOSOULT	64 664	1 616,60 €	411	805,56 €	2 422,16 €
SIAEP DE LA REGION DE GACE	515 663	12 891,58 €	2 796	5 480,16 €	18 371,74 €
SIAEP DE LA ROULANDIERE	122 380	3 059,50 €	1 181	2 314,76 €	5 374,26 €
CANAPVILLE	14 961	374,03 €	147	288,12 €	662,15 €
VIMOUTIERS	272 995	6 824,88 €	1 920	3 763,20 €	10 588,08 €
SIAEP VALLEE DE L'ORNE	224 075	5 601,88 €	2 531	4 960,76 €	10 562,64 €
SIAEP de PASSAIS	251 946	6 298,65 €	2 671	5 235,16 €	11 533,81 €
<b>Total</b>	<b>16 736 812</b>	<b>418 420,30 €</b>	<b>154 663</b>	<b>303 139,48 €</b>	<b>721 559,78 €</b>

### 3-2-2-Autorisations de programme.

Pour la Maitrise d'Ouvrage Déléguée, inscrite au budget au chapitre 45 « comptabilité distincte rattachée », nous avons à détailler et à délibérer sur les autorisations de programme, dont voici la proposition de mise en œuvre au volet dépenses et recettes.

**Périmètres de protection des captages :** décalage de mise en œuvre de dossier entre le budget primitif et le budget supplémentaire

#### Dépenses :

Collectivités	Dépenses MOD PPC				
	Total 2024 à 2026	RAR	budget 2025 Montant HT	à inscrire au budget supplémentaire 2026 Montant HT	à inscrire au budget supplémentaire 2026 TTC
4581135- EX SIAEP de Gacé (4 captages)- SPAO	66 430,00 €	48 200,00 €	48 200,00 €	10 000,00 €	12 000,00 €
4581136- Cdc tinchebray interco (F.Noé-Verte)	20 648,00 €	15 900,00 €	15 900,00 €	4 500,00 €	5 400,00 €
4581137-Flers agglo ( la Forge )	38 293,00 €	26 800,00 €	26 800,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
4581139-SIAEP de Marchainville (La Butte aux Frileux)	21 000,00 €	12 520,00 €	12 520,00 €	4 000,00 €	4 800,00 €
4581140-Flers agglo (indemnités à visance)	31 000,00 €	19 000,00 €	19 000,00 €	10 000,00 €	12 000,00 €
4581141-Flers agglo ( indemnités Val de Breuil)	23 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €	16 800,00 €
4581142-CUA indemnités (La Cour)	15 000,00 €	11 000,00 €	11 000,00 €	4 000,00 €	4 800,00 €
4581143-Cdc Domfront Tinchebray interco (Pommerais Vallée)	18 500,00 €	12 600,00 €	12 600,00 €	12 600,00 €	15 120,00 €
4581144-SIAEP Val d'Ecouvres (Colombel )	30 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	7 000,00 €	8 400,00 €
4581145-Vimoutiers ( le Home Cutesson et Millaubourg)	30 000,00 €	22 800,00 €	22 800,00 €	7 500,00 €	9 000,00 €
4581149- SIAEP de la Trigardière - la Clouterie	- €		7 000,00 €	7 000,00 €	8 400,00 €
4581150-Flers agglo Roullerie- Flers Agglo	- €		10 000,00 €	10 000,00 €	12 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>293 871,00 €</b>	<b>192 820,00 €</b>	<b>209 820,00 €</b>	<b>95 600,00 €</b>	<b>114 720,00 €</b>

#### Recettes :

Collectivités	Recettes MOD PPC						
	Total 2024 à 2026	RAR	budget 2025 Montant HT	à inscrire au budget supplémentaire 2026 Montant HT	% estimé de subvention	Montant estimé pour la collectivité	à inscrire au budget Supplémentaire 2026 TTC
4581135- EX SIAEP de Gacé (4 captages)- SPAO	66 430,00 €	48 200,00 €	48 200,00 €	10 000,00 €	80%	2 000,00 €	12 000,00 €
4581136- Cdc tinchebray interco (F.Noé-Verte)	20 648,00 €	15 900,00 €	15 900,00 €	4 500,00 €	80%	900,00 €	5 400,00 €
4581137-Flers agglo ( la Forge )	38 293,00 €	26 800,00 €	26 800,00 €	5 000,00 €	80%	1 000,00 €	6 000,00 €
4581139-SIAEP de Marchainville (La Butte aux Frileux)	21 000,00 €	12 520,00 €	12 520,00 €	4 000,00 €	60%	1 600,00 €	4 800,00 €
4581140-Flers agglo (indemnités à visance)	31 000,00 €	19 000,00 €	19 000,00 €	10 000,00 €	80%	2 000,00 €	12 000,00 €
4581141-Flers agglo ( indemnités Val de Breuil)	23 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €	80%	2 800,00 €	16 800,00 €
4581142-CUA indemnités (La Cour)	15 000,00 €	11 000,00 €	11 000,00 €	4 000,00 €	60%	1 600,00 €	4 800,00 €
4581143-Cdc Domfront Tinchebray interco (Pommerais Vallée)	18 500,00 €	12 600,00 €	12 600,00 €	12 600,00 €	80%	2 520,00 €	15 120,00 €
4581144-SIAEP Val d'Ecouvres (Colombel )	30 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	7 000,00 €	60%	2 800,00 €	8 400,00 €
4581145-Vimoutiers ( le Home Cutesson et Millaubourg)	30 000,00 €	22 800,00 €	22 800,00 €	7 500,00 €	80%	1 500,00 €	9 000,00 €
4581149- SIAEP de la Trigardière - la Clouterie	- €		7 000,00 €	7 000,00 €	80%	1 400,00 €	8 400,00 €
4581150-Flers agglo Roullerie- Flers Agglo	- €		10 000,00 €	10 000,00 €	80%	2 000,00 €	12 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>293 871,00 €</b>	<b>192 820,00 €</b>	<b>209 820,00 €</b>	<b>95 600,00 €</b>	<b>73 480,00 €</b>	<b>22 120,00 €</b>	<b>114 720,00 €</b>

**MOD volet « ressources »** : le programme concernant le forage de Blanc Buisson est décalé à début 2027.

Dépenses :

Dépenses- MOD ressources	Montant TTC Budget BP 2026	Montant TTC Budget BS 2026	Montant TTC Budget BP + BS 2026	Montant TTC Budget 2027	Montant estimé pour la collectivité	Total l'autorisation de programme 2025-2027
4581401 - Réhabilitation - Blanc Buisson - Forage AEP	300 000,00 €	- 300 000,00 €	- €	300 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
4581402 - Réhabilitation - Louvoy - Forage AEP	120 000,00 €	- €	120 000,00 €		120 000,00 €	120 000,00 €
4581403 - Réhabilitation - les Ormeaux - source de l'Orne	240 000,00 €	- €	240 000,00 €		240 000,00 €	240 000,00 €
4581404 - Réhabilitation _ Les costières - Bassin de l'Huisne	réalisé en AMO	- €	- €	- €	- €	- €
4581405 - Réhabilitation - Brocteux - Forage AEP	120 000,00 €	- €	120 000,00 €		120 000,00 €	120 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>780 000,00 €</b>	<b>-300 000,00 €</b>	<b>480 000,00 €</b>	<b>300 000,00 €</b>	<b>780 000,00 €</b>	<b>780 000,00 €</b>

Recettes :

Recettes- MOD ressources	Montant TTC Budget BP 2026	Montant TTC Budget BS 2026	Montant TTC Budget BP + BS 2026	Montant TTC Budget 2027	Montant estimé pour la collectivité	Total l'autorisation de programme 2025-2027
4582401 - Réhabilitation - Blanc Buisson - Forage AEP	300 000,00 €	- 300 000,00 €	- €	300 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
4582402 - Réhabilitation - Louvoy - Forage AEP	120 000,00 €	- €	120 000,00 €		120 000,00 €	120 000,00 €
4582403 - Réhabilitation - les Ormeaux - source de l'Orne	240 000,00 €	- €	240 000,00 €		240 000,00 €	240 000,00 €
4582404 - Réhabilitation - Les costières - Bassin de l'Huisne	réalisé en AMO			- €	- €	- €
4582405 - Réhabilitation - Brocteux - Forage AEP	120 000,00 €	- €	120 000,00 €		120 000,00 €	120 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>780 000,00 €</b>	<b>-300 000,00 €</b>	<b>480 000,00 €</b>	<b>300 000,00 €</b>	<b>780 000,00 €</b>	<b>780 000,00 €</b>

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention), approuve les autorisations de programme exposées ci-dessus.

### 3-2-3-Attribution d' une enveloppe financière pour des aides pour les aménagements parcellaires.

**Financement d'investissements pour l'amélioration de la qualité de l'eau : Mise en réserve budgétaire pour des aménagements agricoles – Complément aux dispositifs existants dans des secteurs non éligibles au sein des Aires d'Alimentation de Captages (AAC) prioritaires**

#### **Contexte et dispositifs d'appui financiers existants**

Les phénomènes d'érosion des sols et de transfert par ruissellement de surface constituent une réelle préoccupation vis-à-vis des pollutions diffuses dans les AAC superficielles. L'apport particulaire de matières en suspension et de substances chimiques associées constituent une problématique vis-à-vis des objectifs de qualité de l'eau.

Les leviers d'actions identifiés comme prioritaires sont :

- Les infrastructures paysagères ralentissant les flux hydrauliques et améliorant l'infiltration intra-parcellaire comme qualitatif en réduisant les flux polluant vers le cours d'eau.
- La gestion des flux hydrauliques doux : entretien et protection des fossés et des mares, maintien et protection des berges et de la ripisylve, installation de bassins de décantation, déplacement d'entrées de champs, création de zone tampon ou de bandes enherbées intra-parcellaires...
- La couverture du sol : cultures permanentes et pluriannuelles (notamment prairies avec non-destruction du couvert végétal)

#### **Proposition :**

Se doter d'une enveloppe budgétaire (maximum 40 000 €/ an) pour financer la réalisation de travaux pertinents du point de vue de la qualité de l'eau, dans des AAC prioritaires, lorsqu'aucun dispositif ne couvre le secteur du projet et que l'exploitation ne peut bénéficier d'aide financière ou que celle-ci ne couvre pas plus de 20% du projet.

Pour intervenir, il est proposé :

Que le SDE ait été contacté par l'exploitation et qu'un rendez-vous sur place ait été conduit pour estimer la pertinence du projet vis-à-vis de la qualité d'eau ;

Que l'exploitation soit localisée dans une AAC prioritaire et que la majorité du parcellaire concerné par le projet soit à proximité immédiate de cours d'eau ;

Que l'exploitation ne puisse pas inscrire son projet dans un dispositif existant (programme rivière ou bocage porté par une collectivité, un syndicat, un gestionnaire de site naturel ou une structure intercommunautaire compétente...) ;

Qu'elle ne puisse pas prétendre un financement « aide aux petits investissements » du Conseil Départemental ou à un financement de la part de la Région Normandie couvrant plus de 20% du projet ;

Qu'aucun autre dispositif de financement ponctuel n'existe au moment de la sollicitation du SDE.

Les objets éligibles :

- Clôtures et abreuvoirs ;
- Aménagement de ponts légers sur cours d'eau (demi-tube pvc) ;
- Plantations de haies bocagères ;
- Regarnissage et entretien de ripisylve ;
- Réalisation de talus en bordure de cours d'eau ou fossé.

Afin de faciliter les opérations le SDE engagerait les travaux éligibles et ne verserait pas de subventions aux exploitations bénéficiaires.

Chaque dossier fera l'objet d'une étude et analyse par les services du SDE pour sélectionner les dépenses retenues. Le SDE se réserve le droit de refuser une partie des travaux dès lors qu'un poste de dépense exigerait une démarche administrative complexe (Déclaration d'Intérêt Général par exemple) ou ne génèrerait aucun impact sur la qualité de la ressource en eau.

A noter que le SDE pourra demander une subvention auprès des Agences de l'eau pour ces travaux.

Le règlement de la mise en œuvre de cette opération a été rédigé, il est présenté en annexe n° 1

Le Comité Syndical, après délibération à l'unanimité (41 pour, 0 contre, 0 abstention) décide :

- D'inscrire au budget Chapitre 20 et article 2042- subvention d'équipement aux personnes de droit Privé une enveloppe réservataire permettant de soutenir ce type de travaux dans les AAC prioritaires, dès l'année 2026.
- De valider une enveloppe de 40 000 € pour l'année 2026 permettant de soutenir 3 projets ambitieux ou jusqu'à 5 projets de moindre ampleur ;
- De fixer la durée d'amortissement à 10 ans ;
- De valider le règlement de la mise en œuvre de l'opération ;
- De déléguer au Bureau syndical, la validation des projets.

### **3-3 Budget annexe**

L'article 2D des statuts confère au SDE : la « Maitrise d'ouvrage et l'exploitation de la sécurisation de la production en eau potable pour trois projets expérimentaux ».

Ainsi le SDE61 assure la maitrise d'ouvrage de ce projet pilote de « sécurisation », identifié dans un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI), voté en Comité syndical.

Le SDE61 assure de manière expérimentale la maîtrise d'ouvrage de trois projets identifiés dans le PPI précité.

A ce titre, uniquement sur demande des collectivités candidates à l'expérimentation et après acceptation du Comité syndical, le SDE61 exerce les compétences production, transport et stockage d'eau uniquement pour les ouvrages de sécurisation en lien avec l'expérimentation.

Le Comité syndical du 21 octobre 2025 a instauré la création d'un budget annexe pour cette maîtrise d'ouvrage et exploitation.

Ainsi le Président suite à la demande du SIAEP du Pays d'Auge Ornois (SPA0) propose, le Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) suivant :

### 3-3-1 Plan Pluriannuel d'investissement

#### PPI à inscrire au Budget supplémentaire du budget annexe

SPA0 - Costières et Hactière CS du 26 février 2026												
		2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	TOTAL
Dépenses	Etudes	31 000,00€	- €	100 000,00€	300 000,00€							431 000,00€
	Travaux	500 000,00€	- €	3 400 000,00€								3 900 000,00€
	Maîtrise d'œuvre	38 525,00€	- €	170 000,00€								208 525,00€
	Aléas	50 000,00€	- €	340 000,00€								390 000,00€
	<b>Total Dépenses</b>	<b>619 525,00€</b>	<b>- €</b>	<b>4 010 000,00€</b>	<b>300 000,00€</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>4 929 525,00€</b>
Recettes	Subventions	71 343,00€	225 320,00€	460 800,00€	1 474 200,00€	200 000,00€						2 431 663,00€
	Autofinancement	342 862,00€		2 155 000,00€								2 497 862,00€
	<b>Total Recettes</b>	<b>414 205,00€</b>	<b>225 320,00€</b>	<b>2 615 800,00€</b>	<b>1 474 200,00€</b>	<b>200 000,00€</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>4 929 525,00€</b>

Ce PPI, va donner lieu à des autorisations de programme présentées en page 30.

## PPI du budget primitif et du Budget supplémentaire du budget annexe service d' eau potable.

PPI total Bordinière CCVHS + SPAO - Costières et Hactière CS du 26 février 2026												
		2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	TOTAL
Dépenses	Etudes	111 545,00 €	75 000,00 €	100 000,00 €	300 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	586 545,00 €
	Travaux	1 047 814,70 €	1 095 630,30 €	3 400 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	5 543 445,00 €
	Maîtrise d'œuvre	61 034,00 €	22 509,00 €	170 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	253 543,00 €
	Aléas	110 868,30 €	121 736,70 €	340 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	572 605,00 €
<b>Total Dépenses</b>		<b>1 331 262,00 €</b>	<b>1 314 876,00 €</b>	<b>4 010 000,00 €</b>	<b>300 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>6 956 138,00 €</b>
Recettes	Subventions	71 343,00 €	350 058,00 €	710 276,00 €	1 474 200,00 €	200 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	2 805 877,00 €
	Autofinancement	1 242 862,00 €	752 399,00 €	2 155 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	4 150 261,00 €
<b>Total Recettes</b>		<b>1 314 205,00 €</b>	<b>1 102 457,00 €</b>	<b>2 865 276,00 €</b>	<b>1 474 200,00 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>6 956 138,00 €</b>

Une convention sera proposée afin de définir les missions et engagements du SDE et ceux du SIAEP du Pays d'Auge.

### 3-3-2 Budget supplémentaire du budget annexe 2026

Le Président propose le budget supplémentaire 2026, suivant pour le budget annexe :

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE du Budget Annexe 2026**

**Section de Fonctionnement CS du 26 02 2026**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		BP 2026	Proposition BS du CS 26 02 2026	TOTAL BP + BS 2026
<b>Chapitre 011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>79 800,00 €</b>	<b>169 103,00 €</b>	<b>248 903,00 €</b>
	<b>60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>	<b>40 800,00 €</b>	<b>99 342,00 €</b>	<b>140 142,00 €</b>
6061	Energie - Electricité	36 000,00 €	96 082,00 €	132 082,00 €
6068	Autres matière et fournitures	4 800,00 €	3 260,00 €	8 060,00 €
	<b>61 SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>32 000,00 €</b>	<b>26 465,00 €</b>	<b>58 465,00 €</b>
611	Contrat de prestations de services ( tests et fonctionnement)	19 000,00 €	16 515,00 €	35 515,00 €
61528	Entretien de terrains	2 500,00 €	5 150,00 €	7 650,00 €
616	Primes d'assurances multirisques	3 500,00 €	4 800,00 €	8 300,00 €
617	Etudes et recherches	6 000,00 €	0,00 €	6 000,00 €
618	Divers	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
	<b>62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>2 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 500,00 €</b>
622	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	500,00 €	0,00 €	500,00 €
623	Publicité, publications relations publiques	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
	<b>63 IMPÔTS,TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>4 500,00 €</b>	<b>43 296,00 €</b>	<b>47 796,00 €</b>
637	Redevances dues aux agences de l'eau	4 500,00 €	43 296,00 €	47 796,00 €
<b>Chapitre 012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>20 000,00 €</b>	<b>25 000,00 €</b>	<b>45 000,00 €</b>
	<b>62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>20 000,00 €</b>	<b>25 000,00 €</b>	<b>45 000,00 €</b>
621	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	20 000,00 €	25 000,00 €	45 000,00 €
	<b>64 CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Chapitre 65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>100,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100,00 €</b>
65888	Autres charges diverses de gestion courante	100,00 €	0,00 €	100,00 €
<b>Chapitre 66</b>	<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>	<b>75 000,00 €</b>	<b>150 422,00 €</b>	<b>225 422,00 €</b>
66	Intérêts des emprunts	75 000,00 €	150 422,00 €	225 422,00 €
<b>Chapitre 67</b>	<b>CHARGES SPECIFIQUES</b>	<b>100,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100,00 €</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	100,00 €	0,00 €	100,00 €
<b>Chapitre 042</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6811	Dotations aux amortissements incorporels et corporels	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Chapitre 021</b>	Virement à la section d'investissement		339 525,00 €	339 525,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>175 000,00 €</b>	<b>684 050,00 €</b>	<b>859 050,00 €</b>





**BUDGET SUPPLEMENTAIRES 2026 Budget annexe**  
**INVESTISSEMENTS RECETTES**

RECETTES D'INVESTISSEMENTS		BP 2026	Proposition BS du CS 26 02 2026	TOTAL BP + BS 2026
<b>Chapitre 023</b>	Virement de la section de fonctionnement		<b>339 525,00 €</b>	<b>339 525,00 €</b>
<b>Chapitre 10</b>	<b>DOTATIONS, FONDS DIVERS</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
10222	T . V . A .	0,00 €		0,00 €
<b>Chapitre 13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>150 000,00 €</b>	<b>71 343,00 €</b>	<b>221 343,00 €</b>
1313	Départements	0,00 €		0,00 €
1318	Autres (Agences de l'Eau SN et LB)	<b>0,00 €</b>	<b>71 343,00 €</b>	<b>71 343,00 €</b>
1318	Subventions d'équipement d'investissement rattachées aux actifs amortissables	0,00 €		0,00 €
1318	Agences de l'eau	0,00 €	71 343,00 €	71 343,00 €
138	Subvention	<b>150 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>150 000,00 €</b>
<b>Chapitre 16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	<b>750 000,00 €</b>	<b>342 863,00 €</b>	<b>1 092 863,00 €</b>
1687	Autres dettes établissements publics locaux ( avance budget général)	150 000,00 €	0,00 €	150 000,00 €
1641	Emprunt	600 000,00 €	342 863,00 €	942 863,00 €
<b>Chapitre 41</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
238	Avances et acomptes versés	0,00 €		0,00 €
<b>Chapitre 40</b>	<b>OPERATION d'ORDRE de TRANSFERT entre SECTIONS</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
28031	Amortissements frais d'études	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28032	Amortissements frais de recherche et de développement	0,00 €		0,00 €
28033	Amortissements frais d'insertion	0,00 €		0,00 €
2805	Amortissements concession, droits similaires, brevets	0,00 €		0,00 €
28088	Autres amortissements incorporelles	0,00 €		0,00 €
<b>281</b>	<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
281538	Amortissements des réseaux d'adduction d'eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €
281828	Amortissements des matériels de transport	0,00 €		0,00 €
281531	Réseaux divers d'eau	0,00 €		0,00 €
281838	Amortissements des matériels de bureau et informatique	0,00 €		0,00 €
281848	Amortissements mobiliers	0,00 €		0,00 €
28188	Autres immobilisation corporelles	0,00 €		0,00 €
28158	Autres installations, matériels et outillages techniques	0,00 €		0,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>900 000,00 €</b>	<b>753 731,00 €</b>	<b>1 653 731,00 €</b>

Le budget supplémentaire 2026 du budget annexe qui est soumis à votre approbation fait apparaître, en investissement, un montant total équilibré en recettes et en dépenses de **753 731,00 €**.

Le budget primitif et le budget supplémentaire 2026 volet investissement du budget annexe s'élèvent à **1 653 731,00 €**

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention),

- Accepte la demande du SIAEP du Pays d'Auge Ornois de confier au SDE la maîtrise d'ouvrage de sa sécurisation par la mise en service et l'exploitation des forages des Costières et de la Hactière et de l'usine de traitement la Hactière à Ticheville, conformément à l'article 2D des statuts du SDE.
- Approuve le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui a été présenté,
- Approuve le budget supplémentaire 2026 du Budget annexe qui a été présenté
- Autorise le Président à signer une convention avec le SIAEP du Pays d'Auge Ornois décrivant les conditions de mise œuvre du projet de sécurisation du SIAEP par le SDE, maître d'Ouvrage et les engagements, conditions dans lesquels le SIAEP du Pays d'Auge Ornois achètera de l'eau au SDE.
- Délègue au bureau syndical la signature des avenants des conventions en lien avec les 3 projets expérimentaux.

### 3-3-3 Autorisations de Programme :

Nous avons à détailler et à délibérer sur les autorisations de programme en lien avec le budget annexe et son Plan Pluriannuel d'Investissements, voici la proposition de mise en œuvre au volet dépenses et recettes.

### Autorisations de programme à inscrire au Budget supplémentaire du budget annexe

SPA0 - Costières et Hactière CS du 26 février 2026												
		2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	TOTAL
Dépenses	Etudes	31 000,00€	- €	100 000,00€	300 000,00€							431 000,00€
	Travaux	500 000,00€	- €	3 400 000,00€								3 900 000,00€
	Maîtrise d'œuvre	38 525,00€	- €	170 000,00€								208 525,00€
	Aléas	50 000,00€	- €	340 000,00€								390 000,00€
	<b>Total Dépenses</b>	<b>619 525,00€</b>	<b>- €</b>	<b>4 010 000,00€</b>	<b>300 000,00€</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>4 929 525,00€</b>
Recettes	Subventions	71 343,00€	225 320,00€	460 800,00€	1 474 200,00€	200 000,00€						2 431 663,00€
	Autofinancement	342 862,00€		2 155 000,00€								2 497 862,00€
	<b>Total Recettes</b>	<b>414 205,00€</b>	<b>225 320,00€</b>	<b>2 615 800,00€</b>	<b>1 474 200,00€</b>	<b>200 000,00€</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>4 929 525,00€</b>

## Autorisations de programme du Budget primitif et du Budget supplémentaire du budget annexe service d' eau potable.

PPI total Bordinière CCVHS + SPAO - Costières et Hactière CS du 26 février 2026												
		2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	TOTAL
Dépenses	Etudes	111 545,00 €	75 000,00 €	100 000,00 €	300 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	586 545,00 €
	Travaux	1 047 814,70 €	1 095 630,30 €	3 400 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	5 543 445,00 €
	Maîtrise d'œuvre	61 034,00 €	22 509,00 €	170 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	253 543,00 €
	Aléas	110 868,30 €	121 736,70 €	340 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	572 605,00 €
<b>Total Dépenses</b>		<b>1 331 262,00 €</b>	<b>1 314 876,00 €</b>	<b>4 010 000,00 €</b>	<b>300 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>6 956 138,00 €</b>
Recettes	Subventions	71 343,00 €	350 058,00 €	710 276,00 €	1 474 200,00 €	200 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	2 805 877,00 €
	Autofinancement	1 242 862,00 €	752 399,00 €	2 155 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	4 150 261,00 €
<b>Total Recettes</b>		<b>1 314 205,00 €</b>	<b>1 102 457,00 €</b>	<b>2 865 276,00 €</b>	<b>1 474 200,00 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>6 956 138,00 €</b>

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 voix pour, zéro voix contre, zéro abstention), approuve les autorisations de programme exposées ci-dessus.

### 3-3-4-Avance de trésorerie du Budget principal au budget annexe ou rattaché service production eau potable

Afin de permettre de combler le décalage de trésorerie entre le versement des subventions et le paiement des travaux, il convient de prévoir la possibilité de verser une avance de trésorerie dont le plafond est de **150 000€** du budget principal au budget production d'eau.

Cette avance de trésorerie est effectuée sur une période infra-annuelle, c'est-à-dire sur une période de moins de 12 mois, ne coïncidant pas forcément avec l'exercice comptable.

Un solde débiteur au compte 558 peut donc être présent à la balance générale des comptes du compte de gestion de la collectivité.

Le versement de l'avance se traduit par une écriture de trésorerie (non budgétaire) :

- dans les comptes du budget rattaché : débit du compte 515 « Compte au Trésor » par le crédit du compte 51921 « Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement (régies non personnalisées) » ;
- dans les comptes de la collectivité de rattachement : débit du compte 55 « Avances à des régies dotées de la seule autonomie financière » par le crédit du compte 515 (ordre de paiement de nature « mouvements trésorerie et assimilés »).

Il vous est proposé de procéder au remboursement de cette avance au budget principal dès que la comptabilisation des subventions offre une trésorerie suffisante.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- Accepte le principe du versement d'une avance de trésorerie d'un montant de 150 000 € du budget principal au budget annexe.
- Autorise le versement de cette avance sur l'exercice 2026.
- Adopte la modalité de remboursement de l'avance telle que décrite supra.

### 3-3-5 Démarches pour la souscription d' un emprunt et des demandes de subvention

Le Président indique que le budget supplémentaire du budget annexe « Production d'eau » fait apparaître, parmi les recettes d'investissement en 2026, un emprunt de 342 862 € pour équilibrer la section d'investissement ; sachant que le programme pluriannuel d'investissement du budget met en évidence un besoin de financement jusqu'en 2028 sur le projet de sécurisation du SPAO selon l'état d'avancement des travaux anticipé à date, portant le besoin d'emprunt à 2 497 862 €.

Des consultations bancaires sont à réaliser pour signer le contrat d'emprunt aux meilleures conditions.

De plus, après consultation, l'agence de l'eau Seine Normandie et le Conseil départemental peuvent attribuer des subventions, elles sont estimées actuellement à 2 431 663 ,00 €.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- D'APPROUVER le recours à l'emprunt pour financer les dépenses d'investissement.
- D'AUTORISER le Président à réaliser toutes les démarches afin de rechercher les conditions d'emprunt les meilleures sur la base des conditions suivantes :
  - Montant du capital emprunté : 342 862 €
  - Préfinancement : NON
  - Durée : 25 ans
  - Taux d'intérêt : base livret A + 0.5 % soit  $1.5 + 0,5 = 2,0$  %
  - Modalité de révision : Simple révision
  - Taux de progressivité de l'échéance : 0%
  - Modalités d'amortissement : trimestrielles
  - Profil d'amortissement : amortissement prioritaire
  - Conditions de remboursement normal et anticipé
  - Commission d'instruction : 0,06 %
  - Pénalité de dédit : 1%

- Condition de remboursement anticipé volontaire : Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
  - Typologie Gissler : 1A
  -
- DE DONNER délégation et autoriser le Président à signer les offres et contrats de prêts, ainsi que de réaliser les actes de gestions utiles y afférents.
- D'AUTORISER le Président à solliciter le Conseil départemental et l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour des subventions pour la mise en service des Costières et de la Hactière et à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'obtention de ces subventions.

#### 4- Etat du personnel

Le Président indique que les collectivités et établissements doivent pour des raisons de légalité et de bonne prévision budgétaire disposer de documents retraçant l'ensemble des emplois créés au sein de la structure.

Figure sur ce tableau les agents employés directement et pour des emplois permanents par le SDE :

EMPLOIS	CATEGORIE	EFFECTIF tableau des emplois du SDE	Emplois budgétaires CS 26 02 2026		Effectifs pourvus		
			Emploi permanent à temps complet	Emploi permanent à temps non complet	Titulaires	Contractuels	Total
<u>Filière Technique :</u>							
Ingénieurs	A	6	5	1	1	1 CDI 3 CDD	5
Techniciens	B	4	2			1 CDD	1
Apprentis		1	1				1
<b>Total agents employés par le SDE</b>		<b>11</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>7</b>

### Agents mis à disposition par le Conseil départemental :

Filière Technique - mis à disposition par le Conseil départemental							
Ingénieurs	A		1	1	1	1 CDD	2
Techniciens	B		1	1	1	1 CDI	2
Filière administrative - mis à disposition par le Conseil départemental							
Attaché	A		1			1 CDD	1
Adjoint administratif	C			1	1		1
<b>Total agents mis à disposition par le CD61</b>			<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>

### Agents mis à disposition par le Centre de Gestion :

Filière technique - mise à disposition par le Centre de Gestion							
Ingénieurs	A		2			2 CDD	2

### Agents travaillant au SDE :

Total des agents travaillant au SDE							
<u>Filière Technique :</u>							
Ingénieurs	A	6	8	1	2	1 CDI 6 CDD	9
Techniciens	B	4	3	1	1	1 CDI 1 CDD	3
Apprentis		1	1				1
<u>Filière Administrative :</u>							
Attaché	A		1			1 CDD	1
Adjoint administratif	C			1	1		1
<b>Total agents travaillant au SDE</b>		<b>11</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>15</b>

Le Président propose de :

- VALIDER le tableau des emplois et des effectifs qui vous a été présenté.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 pour, 0 abstention, 0 contre) adopte les tableaux des emplois et des effectifs présentés.

## 5 Demande d' enquête publique pour l' instauration des périmètres de protection du Captage de la Bordinière à St-Aubin-d' Appenai.

Le Président indique que cela concerne les demandes de Déclarations d'Utilité Publique (DUP) de la dérivation des eaux, de l'instauration des périmètres de protection et de l'Autorisation d'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine et de la Déclaration du prélèvement de l'eau.

Le Président expose que, pour pouvoir être mis en production, les forages de "La Bordinière", situés sur la commune de Saint-Aubin-d'Appenai, doivent faire l'objet de la part de Monsieur le Préfet de l'Orne, d'une :

- Déclaration d'Utilité Publique des périmètres de protection au titre de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique et de l'article L1 du Code de l'Expropriation ;
- Autorisation d'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine au titre de l'article L. 1321-7 du Code de la Santé Publique ;
- Déclaration d'Utilité Publique de dérivation d'eau au titre de l'article L. 215-13 du Code de l'Environnement ;
- Déclaration de prélèvement de l'eau au titre du Code de l'Environnement pour un volume maximal de 150 000 m<sup>3</sup> annuel.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité (41 pour, 0 abstention, 0 contre) décide pour les forages de "La Bordinière" :

- De solliciter Monsieur le Préfet pour :
  - La Déclaration d'utilité Publique et l'institution des périmètres de protection.
  - La Déclaration d'Utilité Publique de dérivation des eaux
  - L'autorisation de mise à disposition de l'eau à la consommation humaine.
  - La déclaration de prélèvement
- D'indemniser tout préjudice direct, matériel et certain, causé par l'institution des périmètres de protection.





## REGLEMENT DE FINANCEMENT D'INVESTISSEMENTS POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EAU

Mise en réserve budgétaire pour des aménagements agricoles - Complément aux dispositifs existants dans des secteurs non éligibles au sein des Aires d'Alimentation de Captages (AAC) ornaies et classés « prioritaires ».

### Préambule

Les phénomènes d'érosion des sols et de transfert par ruissellement de surface constituent une réelle préoccupation vis-à-vis des pollutions diffuses dans les AAC superficielles.

Les leviers d'actions identifiés comme prioritaires sont :

- Les infrastructures paysagères ralentissant les flux hydrauliques et améliorant l'infiltration intra-parcellaire comme qualitatif en réduisant les flux polluant vers le cours d'eau.
- La gestion des flux hydrauliques doux : entretien et protection des fossés et des mares, maintien et protection des berges et de la ripisylve, installation de bassins de décantation, déplacement d'entrées de champs, création de zone tampon ou de bandes enherbées intra-parcellaires...
- La couverture du sol : cultures permanentes et pluriannuelles (notamment prairies avec non-destruction du couvert végétal)

Ainsi le SDE souhaite sur les AAC prioritaires, accompagner financièrement les exploitants agricoles qui ne bénéficient pas ou pour d'aides pour mettre en place ces aménagement bénéfiques à la qualité de l'eau.

C'est l'objet de ce règlement.

### ARTICLE 1 – OBJET

Instaurer, au sein du budget principal du SDE, une enveloppe annuelle plafonnée à 40 000 € imputation budgétaire inscrite à l'article 2042 Subventions d'équipement aux personnes de droit privé du budget principal. Elle est destinée à financer des travaux jugés pertinents au regard de la qualité de l'eau, réalisés dans des Aires d'Alimentation des Captages prioritaires (AAC).

Cette enveloppe serait mobilisée :

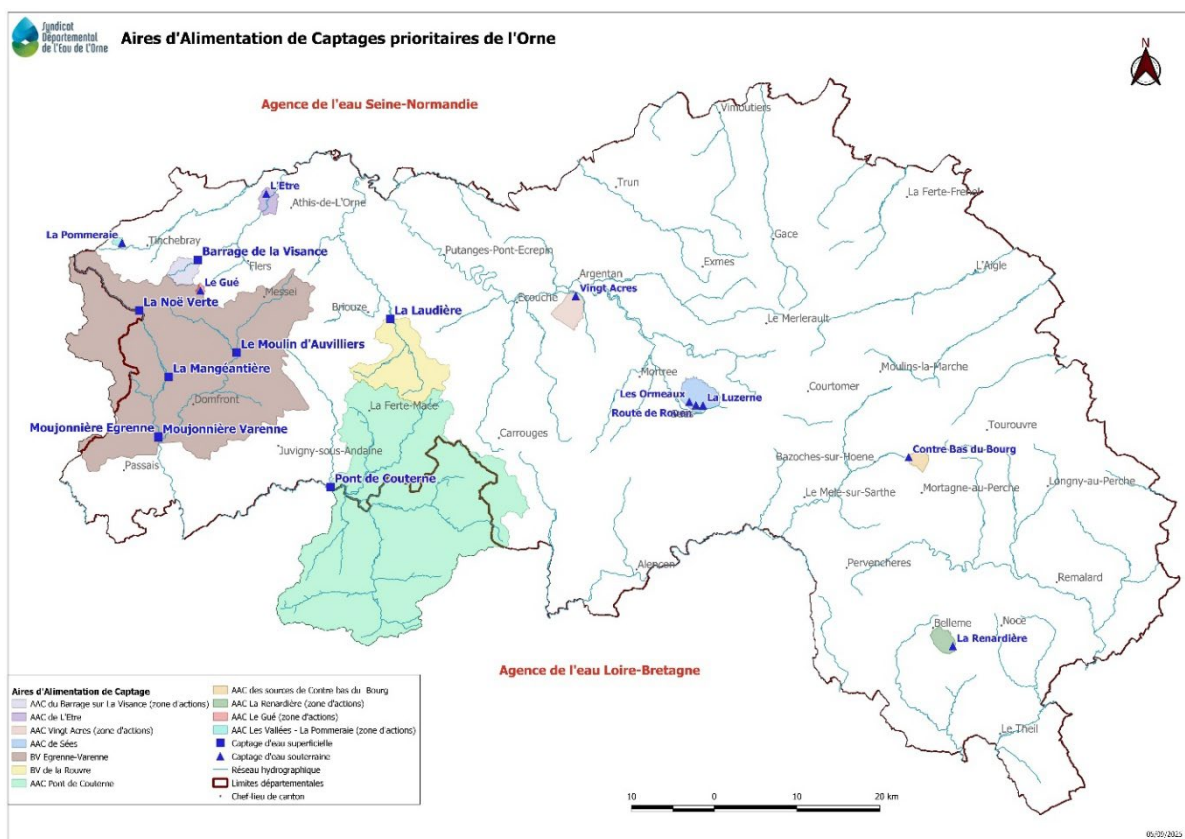
Lorsque l'exploitation agricole ne peut prétendre à aucun autre soutien financier pour le projet, que celui régit par le présent règlement ;

ou lorsque une aide, autre que celle décrite dans le présent règlement, peut- être accordée au projet et que le taux de cette aide ne dépasse pas 20% du montant total du projet.

## ARTICLE 2 – BENEFICIAIRES ELIGIBLES

Le dispositif s'adresse aux agriculteurs exerçant à titre principal. Les exploitations agricoles exercées à titre secondaire ne sont pas éligibles au dispositif.

La prise en charge par le SDE est réservée aux exploitations agricoles dont les parcelles se trouvent dans une Aire d'Alimentation de Captage (AAC) prioritaire du Département de l'Orne, dont voici la carte :



## ARTICLE 3 – TAUX DE PRISE EN CHARGE FINANCIERE PAR LE SDE

Le taux de prise en charge par le SDE est compris entre 80% (lorsque l'agriculteur bénéficie d'une aide extérieure couvrant 20% du projet) et 100% (lorsqu'aucune autre aide financière n'est mobilisable).

## ARTICLE 4 – LES MODALITES DE VERSEMENT

Le SDE pourra solliciter une subvention auprès des Agences de l'eau pour le financement de ces travaux.

Afin de faciliter la réalisation des opérations, le SDE pourra prendre en charge tout ou partie des travaux éligibles et ne pas verser directement de subventions aux exploitations bénéficiaires.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS ET NATURE DES DEPENSES ELIGIBLES**

### **5.1 Conditions requises**

Pour qu'une intervention soit possible :

- L'agriculteur doit avoir contacté le SDE et un rendez-vous doit avoir été réalisé afin d'évaluer la pertinence du projet au regard de la qualité de l'eau et monter le dossier technique qui sera présenté au Bureau Syndical ;
- L'exploitation doit être située dans une AAC prioritaire et la majorité du parcellaire concerné par le projet doit se trouver à proximité immédiate de cours d'eau ;
- Le projet de l'exploitation ne doit pas être inscrit dans un dispositif existant, tel que le programme rivière ou le programme bocage, porté par une collectivité, un syndicat, un gestionnaire de site naturel ou une structure intercommunautaire compétente ;
- L'exploitation ne doit pas pouvoir bénéficier d'un financement dans le cadre de l'aide aux petits investissements du Conseil Départemental de l'Orne, ni d'un financement de la Région Normandie couvrant au total pour ces deux aides plus de 20% du projet (à justifier par une attestation sur l'honneur) ;
- Aucun autre dispositif de financement ponctuel ne doit exister au moment de la sollicitation du SDE (à justifier par une attestation sur l'honneur).

Une fiche technique, détaillant l'ensemble de ces éléments, sera élaborée par les services du SDE et constituera une des pièces du dossier.

Le SDE se réserve le droit de refuser certains travaux dès lors qu'un poste de dépense nécessite une démarche administrative complexe (par exemple, une Déclaration d'Intérêt Général) ou s'il n'a pas d'impact sur la qualité de la ressource en eau.

### **5.2 Nature des dépenses éligibles :**

- Clôtures et abreuvoirs ;
- Aménagement de ponts légers sur cours d'eau (demi-tube pvc) ;
- Plantations de haies bocagères ;
- Regarnissage et entretien de ripisylve ;
- Réalisation de talus en bordure de cours d'eau ou fossé.

Le montant des investissements éligibles par exploitation agricole est :

- A minima supérieur à 1 000 € HT
- Le plafond des dépenses éligibles est au maximum de 15 000 € HT.

A ce montant d'aides éligibles s'appliquera un taux d'aide indiqué à l'article 3

## **ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Entretenir les aménagements financés par le SDE pendant une durée d'au moins dix ans ;

- Entretenir et maintenir les haies et clôtures sur les parcelles concernées par les aménagements ;
- Autoriser les agents du SDE à constater l'état des aménagements et des parcelles pendant les dix années suivant le paiement de la dernière facture par le SDE.

Ces engagements feront l'objet d'un document daté et signé, portant la mention « *lu et approuvé* » par le ou les bénéficiaires(s), dans le cadre d'une exploitation agricole sous forme de sociétaire.

## ARTICLE 7 – INSTRUCTION ET DECISION D'ATTRIBUTION

L'instruction des dossiers est réalisée par les services du SDE.

Les pièces constitutives du dossier sont :

- Fiche technique de présentation du projet (article 4)
- Fiche d'engagement du bénéficiaire (article 5)
- Attestation sur l'honneur du ou des bénéficiaires, indiquant qu'il(s) ne bénéficie(nt) pas d'un autre financement pour ce projet ou que le taux de financement ne dépasse pas 20 % (article 4).
- Devis détaillés des différents aménagements prévus.

Chaque dossier complet fera l'objet d'un accusé de réception, sur la base de la date de complétude, les services du SDE auront un délai maximum de 3 mois pour instruire le dossier, puis il fera l'objet d'une présentation au Bureau Syndical.

Si l'avis est favorable, les travaux pourront être engagés, un courrier sera adressé en ce sens au bénéficiaire.

Si l'avis du Bureau est négatif, le bénéficiaire recevra un courrier avec le ou les motifs du refus. Si le dossier n'est pas complet, le demandeur recevra un courrier lui indiquant les pièces à fournir et le délai d'envoi au SDE.

## ARTICLE 8 – PROCEDURE DE CONTROLE DES ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le SDE est habilité à contrôler le site ayant reçu un financement.

L'exploitant de la ou des parcelles est systématiquement informé du passage d'un agent du SDE par un appel téléphonique, lui précisant le jour l'heure approximative de son passage.

Après le passage d'un agent du SDE sur le site du bénéficiaire pour constater l'état des aménagements, haies et clôtures, un Procès-Verbal (PV) sera établi, incluant des photographies.

Le bénéficiaire, ou l'un des gérants dans le cadre d'une exploitation agricole sous forme sociétaire, devra **commenter l'état des lieux et signer le PV.**

En cas de mauvais entretien constaté, le PV indiquera les travaux pour remettre en état, les responsabilités du bénéficiaire et les délais de réalisation.

A l'issue de ce délai, une nouvelle visite sera effectuée pour vérifier l'entretien réalisé.

Si les travaux n'ont pas été effectués dans les délais, un nouveau PV sera établi, accompagné d'une demande de remboursement d'une partie du montant des travaux engagés par le SDE, selon les taux définis à l'article 9. Un mandat administratif sera alors émis au nom du bénéficiaire.

## ARTICLE 9 – NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ET REMBOURSEMENT

En cas de non-respect des obligations prévues par le bénéficiaire (article 6), le SDE se réserve le droit de demander le remboursement des dépenses engagées.

Le montant à rembourser sera calculé en fonction des dépenses engagées par le SDE et de l'ampleur du manquement constaté.

Le remboursement devra être effectué dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification de remboursement, émise par mandat administratif.

Délai de non-respect des engagements du bénéficiaire	Taux de remboursement des dépenses engagées par le SDE
Moins de 3 ans	70 %
3 à 6 ans	50 %
6 à 8 ans	30 %

## ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif au remboursement, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute procédure judiciaire.

A défaut de résolution amiable, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Caen, soit via la plateforme « Télérécourse citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante : *3, rue Arthur Leduc, 14050 Caen, CEDEX 4.*

## ARTICLE 11 – DATE D'APPLICATION

Ce règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2026, après avoir été approuvé par le comité syndical du SDE le 26 février 2026.